

<https://ugtg.org/spip.php?article1776>



UTC-UGTG : Pongnèt a travayè... Sé yenki pou élèksyon

- Actualité -



Date de mise en lignemercredi 25 avril 2012

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Chaque candidat nous promet, la veille de ces élections, un changement. Notre vie sera plus belle... **(Emplois, suppression des monopoles, baisse des prix de consommation, logement, éducation, santé...)**.

Fo pa NOU LESE yo kouyonne nou ! Ceux-là qui prétendent nous aimer, nous demandent de leur faire confiance afin de mieux défendre nos intérêts aux Assemblées Européennes et Nationales, au Sénat, à la Région et au Département et dans les Communes.

Qu'ont-ils fait pour la préservation de l'environnement et l'empoisonnement des terres de Guadeloupe ? **(Chlordécone, pesticide aérien, gestion de l'eau, gestion des déchets)**.

Qu'ont-ils fait des mandats que nous leurs avons accordés ?

Qu'ont-ils fait de la légitimité des urnes vis-à-vis de la population, les chômeurs, les personnes handicapées, les travailleurs ?

Les élus Guadeloupéens, au nom de la réduction des déficits publics et la discipline budgétaire imposée par l'Etat français, basées sur les réformes territoriales, ont décidé de s'attaquer aux emplois et avantages acquis des travailleurs communaux dans l'objectif de démanteler le statut et les règles régissant la fonction publique territoriale, sous prétexte de réduire les dépenses de fonctionnement tout en sauvegardant leurs fêtes patronales et leurs réceptions « **atilyengon** »

Au nom de la compétitivité et de la rentabilité du capital, les nouveaux cadres d'emploi permettent une rivalité entre fonctionnaires, tout en les privant d'une progression de carrière.

La privatisation et le démantèlement des services publics, détruisent les lois sociales et les avantages des travailleurs, ..., afin d'aboutir à la dislocation des nations en remettant en cause leur souveraineté.

Les effets commencent à se faire sentir. De plus en plus, les emplois publics sont remplacés par des associations **(nettoyage et entretien des écoles)** exemple commune de Deshaies, Petit Bourg, Goyave Les services assurés par les fonctionnaires sont remplacés par des DSP Délégation de Service Public (exemple le service de collecte des ordures ménagères privatisé à SAINTE ANNE) sans avis des représentants du personnel. Les emplois publics, progressivement, sont remplacés par des agences intérimaires et Contrats à Durée Déterminée.

De plus, les travailleurs sont attaqués au niveau des salaires et l'ensemble des leurs avantages (Suppression de 40%, primes et indemnités en cas de maladie et maternité, Journée de carence, journée de solidarité). Les élus refusent d'appliquer les avis émis par la Commission Administrative Paritaire pour les retards de carrière des agents...

Le 9 août 2011, le Conseil municipal de la Commune de Goyave a délibéré pour attribuer un séjour à Saint Martin de 800 Euros aux époux Roland et Arlette Torrent.

Et sous recommandation du Préfet et la Chambre Régionale des Comptes, le 14 avril 2012 Monsieur Ferdy LOUISY, vêtu d'un gilet pare-balles, est rentré par la petite porte de la Mairie sous escorte DES MANBLO, lui et son conseil municipal étaient obligés de voter à huit clos l'annulation de cette délibération pour cacher leur honte.

Alors que depuis le 19 décembre 2011, les travailleurs se battent pour le maintien de leurs droits fondamentaux et les avantages liés aux primes, indemnités et 40% de vie chère en cas de maladie et maternité...

En vérité, l'analyse de la délibération du Conseil Municipal de Goyave montre qu'il s'agit d'un moyen pour justifier l'attaque orchestrée par nos représentants à l'Assemblée Nationale et, à terme, privatiser le maintien des revenus dans le cadre d'une prévoyance directement prise en charge par les agents eux-mêmes.

Siw malad, Ou kotizé, ou ké touché. Siw malad é Ou pa kotizé, ou péké touché.

Di-w Byen, Yo ka véyé Lwizi... Si-i réisi Cette mesure serait applicable automatiquement dans tous les autres départements et collectivités d'Outre-Mer. A l'île de la Réunion, ce n'est pas 40% de salaire qu'ils perdront mais 53%.

Et pour y parvenir, le système s'appuie sur une représentation politique kapon, soumise, **agoulougranfal** de mandats, et plus soucieuse de grappiller quelques miettes du pouvoir colonial que du sort des Travailleurs et du Peuple de Guadeloupe.

ALOS, TRAVAYÈ MOMAN RIVÉ POU LEVE TET, POU NOU MACHE SI YO !

ON KONPLO AVÉ LÉTA FRANSE, LÉZÉLI É LÉ PATWON VOLÈ, sé pou ataké Ki Akow BINO, Ki lé 40% et le grand victorieux sera GOUVÈLMAN FWANSÉ é SISTEM KAPITALIS é KOLONIALIS an péyi an nou.

L'UTC-UGTG appelle anfwaw pou onfwaw l'ensemble des Travailleurs des Collectivités de Guadeloupe, des Communes d'Anse-Bertrand à Basse-Terre, des Abymes à Saint-Claude, de Morne-à-l'Eau à Bouillante, de Gourbeyre à Grand-Bourg, de Baillif à Terre de Haut, de la Désirade à Pointe-à-Pitre, Gosier, etc.... à se mobiliser et porter une large solidarité aux Travailleurs de Goyave en lutte depuis le 19 décembre 2011 pour arracher le maintien des revenus en cas de congé maladie et le respect du statut des agents des collectivités.

L'UTC/UGTG invite l'ensemble des Travailleurs des Collectivités aux manifestations du 1er Mé à GRANBOU MARIGALANT.

APPEL A LA GRÈVE GÉNÉRALE A COMPTER DU 10 ME 2012

ANSANM NOU KA LITE, ANSANM NOU KA GANNYE !

Pointe à Pitre, le 16 avril 2012